

**Discours de clôture**  
**Jeunesses en Régions**  
**Vendredi 20 mars 2009**

Mesdames, Messieurs, chers amis,

C'est la quatrième fois que je m'adresse à vous en deux jours, je vais donc essayer de tirer des conclusions de nos deux journées et tracer des perspectives de nos travaux.

Impossible de commencer sans parler des millions de Français qui étaient dans la rue hier après-midi. L'inquiétude née de la crise et l'absence de perspectives ont gonflé les rangs des manifestations comme rarement.

Pour les jeunes de notre pays, la situation est encore plus difficile. Au gré des tables rondes ou des ateliers, vous avez peut être entendu ce chiffre de l'Observatoire des Inégalités : 45 % des pauvres ont moins de 25 ans dans notre pays. Et la situation se dégrade encore aujourd'hui : ici, en Pays de la Loire, le chômage a augmenté 7 fois plus vite pour les jeunes. Un des enjeux cruciaux des prochains mois et des prochaines années pour notre pays sera de ne pas voir sa jeunesse décrocher.

Pour cela, il est indispensable de réunir les conditions de l'autonomie des jeunes, et de leur ouvrir un horizon. Cependant, une chose ne lui manque pas, assurément, et ces deux jours nous l'ont démontré si besoin était : l'envie de décider de leur avenir et qu'on ne décide pas à leur place sans concertation des politiques les concernant.

L'autonomie des jeunes est un enjeu primordial plus encore dans ces temps de crise. En effet, comment se construire sans revenu, sans logement, sans un accès à la santé et à la culture ? Ces questions sont posées aux responsables politiques.

Nombreux sont ceux qui dénoncent l'impossibilité flagrante pour les jeunes à construire par leurs propres moyens leur projet personnel et professionnel. Il est urgent d'écouter les propositions qui émergent et **d'imaginer une allocation d'autonomie**. En effet, les jeunes ne doivent plus attendre leurs 25 ans pour trouver une réponse à leur précarité.

Mais au-delà de ces éléments, une absence de perspectives risquerait de plomber durablement l'espoir. Comme je le disais hier, cette crise n'est pas passagère, elle est le signe d'une mutation profonde de notre économie et de notre société ; elle marque la fin d'une époque. Il faut donc inventer de nouvelles façons d'avancer. Plus économes des ressources naturelles, plus respectueuses des droits humains. Il faudra aussi expérimenter de nouveaux modes de production, réfléchir à l'équilibre entre le profit et le bien être.

Dans nos régions, nous savons combien les associations, les coopératives participent à trouver chaque jour de nouvelles formes d'économie. Elles ont connu un coup de fouet indiscutable lorsqu'elles ont pu **accueillir des emplois jeunes**, il y a 10 ans. En même temps, ces emplois ont offert une première expérience à une génération, qui s'est intégrée grâce à ce tremplin. La période nous oblige à **renouveler l'expérience et chacun** doit assumer ses responsabilités. Parce que la

situation de l'emploi est terrible. Parce qu'il faut inventer de nouvelles façons de travailler.

La formation, initiale, continue, dans les lycées, les CFA, les universités, doit aussi s'adapter à cette mutation de la société : industrie verte, économies d'énergies, recherche-développement.

C'est pourquoi, je confirme la position que l'ARF a exprimée à Nantes mercredi soir à travers deux de ses commissions réunies ensemble.

**Dans le contexte de crise, il est urgent d'arrêter la déstabilisation engendrée par la réforme du Bac pro, qui a pour conséquence de réduire l'offre de formation dans les lycées professionnels de près de 25 %.**

**Les IUT comme les IUFM, souvent largement financés par les collectivités locales doivent conserver les spécificités d'établissements de formation supérieure professionnelle.**

Sur la réforme des lycées, nous avons confirmé notre refus d'accepter que l'expérimentation annoncée vienne contredire les engagements pris lors de son retrait.

Quant à la **Recherche de l'innovation**, elle aussi largement financée par les Régions, dans cette période de mutation, c'est un **contrat de confiance avec les chercheurs** qu'il faut mettre en œuvre pour affronter la crise actuelle.

Nous devons aussi soutenir tous à notre niveau, toutes les créativité, toutes les intelligences qui participeront à trouver des solutions à la situation économique et sociale.

A tout cela, les Régions, et plus largement les collectivités, apportent des réponses.

Lundi, le Conseil régional des Pays de la Loire va de nouveau voter des subventions pour des emplois-tremplins. D'ailleurs, à la fin de l'année, nous atteindrons les 1000 emplois dans la Région. C'est beaucoup mais pour répondre plus efficacement à ce besoin d'emplois pour les jeunes, c'est à d'autres niveaux, notamment à celui de l'Etat, qu'il faut se mobiliser.

Dans les mois qui viennent, nous allons expérimenter la possibilité de **se porter caution solidaire pour le logement des jeunes**. Ce sera un effort considérable pour nous, mais qui ne répondra pas à l'ensemble des besoins.

D'autres expériences sont menées par des collectivités départementales, ou par les villes : revenus minimum jeunes, contrats de soutien à l'autonomie, etc. C'est la capacité d'agir des collectivités locales, au plus près des besoins des gens.

Les Régions s'affirment chaque jour de plus en plus sur leurs territoires dans leurs actions au service des populations. Elles sont reconnues pour leur efficacité : **c'est cela le fait régional !**

Je souhaite attirer votre attention sur la situation actuelle. Un des débats lancés par le rapport Balladur concerne une notion un peu compliquée, **la clause de compétence générale**. C'est grâce à elle que

nous pouvons intervenir dans des domaines qui ne font pas partie de nos obligations comme le sport, la culture, ou encore la recherche ou l'enseignement supérieur. Aujourd'hui, il est question de la retirer aux départements et aux régions, au nom d'une simplification de nos compétences. Pourtant, sans elle, la ville dans laquelle nous sommes ne compterait que deux écoles d'ingénieurs, les étudiants des universités seraient formés dans des locaux moitié moins spacieux et se logeraient dans des cités universitaires deux fois moins nombreuses, pour prendre uniquement l'exemple de l'enseignement supérieur.

Dans le contexte qui est le nôtre, ce n'est pas notre capacité d'action qu'il faut réduire, bien au contraire. Il faut sans doute rénover l'action locale mais pas au prix d'un affaiblissement de notre capacité d'agir. C'est la position de l'ensemble des Régions de France aujourd'hui.

Si je dois retenir une chose de ces deux jours, c'est la soif de **citoyenneté** que vous avez montré. Nous avons vécu ici l'aboutissement de plusieurs mois de **mobilisation** qui s'est déclinée à travers 200 initiatives. Ces deux journées, sans doute un peu courtes, n'ont peut-être pas permis à chacun de **s'exprimer** autant qu'il l'aurait souhaité. Mais **Jeunesse en Régions** aura mis en avant votre maturité et votre lucidité. Les responsables politiques que nous sommes ont beaucoup appris dans cette expérience. Je suis un fervent partisan de la participation citoyenne, et ces journées me confortent dans cette conviction. On a parlé parfois d'expertise citoyenne, je suis sûr qu'elle existe. Nous l'avons rencontrée !

Cette **citoyenneté** doit être mieux reconnue. Voici 35 ans, on avait baissé l'âge de la majorité civile de **21 à 18 ans**. Aujourd'hui, on

baisse surtout l'âge de la responsabilité pénale. Si on est responsable pénalement à 16 ans, sans doute faudrait il être tout simplement majeur à cet âge ...

Au-delà de cette question, qui nous dépasse tous ici, nous devons veiller à multiplier les **espaces de dialogue et de citoyenneté**. Les conseillers régionaux jeunes se sont fortement mobilisés pour jeunesses en région. Les **CRJ** sont un lieu indispensable d'expression. Ici, en Pays de la Loire, ils ont décidé d'aller à la **rencontre des autres jeunes** pour débattre de questions de société. Mais toutes les formes de participations, des conseils de la vie lycéenne aux organisations de jeunesses, doivent être respectés pour ce qu'ils sont comme dans leur production. Et même reconnues : à l'heure où l'on parle de validation des acquis de l'expérience, il faudra trouver le moyen de valoriser clairement les expériences citoyennes, comme les stages ici et à l'étranger. A ce titre, je voudrais ici annoncer mon souhait de mettre en place un **Office International de la Jeunesse**. Les Régions pourraient ainsi mettre en commun leur offre de service et d'échange avec l'étranger à un moment où la coopération entre les différents continents appelle l'investissement de toutes les générations.

Je vous propose en tout cas de valoriser les acquis de notre expérience, en **continuant Jeunesses en Régions** et en prolongeant le travail que nous avons fourni tous ensemble. Jeunes, collectivités, et fédérations d'éducation populaire, que je souhaite remercier ici pour leur engagement fort et sincère, peuvent continuer ce dialogue. A travers **une troisième édition**, qui se tiendra à **Bordeaux en 2011**, mais également en continuant la **mobilisation des territoires**, comme ces derniers mois.

Le site de **Jeunesses en Régions** doit rester la référence des initiatives citoyennes, en les labellisant partout sur le territoire. Nous devons faire perdurer ensemble cet espace d'expression des diversités. Depuis un an, il s'est passé beaucoup de choses dans le cadre de notre manifestation. Chacun d'entre nous s'y est enrichi. Nous devons continuer, ne serait-ce que parce que nous participons ainsi à construire la société de demain.

L'ARF nous propose de constituer un **groupe national de pilotage** pour poursuivre dans l'esprit de ces journées de Nantes nos échanges et nos propositions.

Je souhaite ici encore remercier, **les CEMEA, les Francas, la Ligue de l'Enseignement** pour leur précieuse collaboration et l'inventivité dans l'élaboration de cette manifestation de grande ampleur mais aussi, **la Ville de Nantes, la Cité des Congrès, la SNCF.**

Et bien entendu, un grand merci à **Mathias Cadot**, la cheville ouvrière de « Jeunesses en Régions », qui a rendu possible cette belle aventure. Mathias continuera à faire **perdurer « Jeunesses en Régions »** au sein de la Région des Pays de la Loire.

Enfin, merci à vous tous, **Régions, Associations, Partenaires** de l'éducation et de la formation et tous les jeunes qui se sont mobilisés durant ces derniers mois, et au cours de ces deux jours avec une créativité et un dynamisme que nous continuerons à faire exister.

